

Seul deux des cinq présidents de l'EAC sont présents à Dar es Salaam

@rib News, 06/07/2015 â€ Source AFP Burundi : sommet a minima, les auteurs du putsch avorté menacent à nouveau Un sommet est-africain a minima, boudé par la majorité des chefs d'Etat invités, se tenait lundi en Tanzanie pour tenter de dénouer la crise politique burundaise, qui a connu un nouveau rebondissement avec la réapparition des auteurs du putsch avorté mi-mai. Signe de la lassitude de la région, seul deux des cinq présidents conviés à Dar es Salaam pour ce troisième sommet de la Communauté est-africaine (EAC) consacré au Burundi sont présents - le Tanzanien Jakaya Kikwete, hôte de la réunion, et l'Ougandais Yoweri Museveni.

Les présidents burundais Nkurunziza, rwandais Paul Kagame et kényan Uhuru Kenyatta ont choisi de se faire représenter par des ministres. Après plus de deux mois de violences déclenchées par la candidature du chef de l'Etat Pierre Nkurunziza à un troisième mandat lors de la présidentielle du 15 juillet, les dirigeants de la région "en ont vraiment assez", a glissé un diplomate, sans attendre grand chose du sommet : "A deux, ils ne peuvent pas prendre de décision contraignante". Le président Nkurunziza, sourd depuis des mois à toutes les pressions, a même montré lundi sa détermination à aller coûte que coûte aux urnes mi-juillet, participant à des meetings de campagne dans deux provinces du Centre, Mwaro et Gitega. C'est cette imperméabilité aux critiques de la communauté internationale - les pays est-africains, mais aussi l'Union africaine, l'ONU, les Etats-Unis ou l'Union européenne - qui a motivé les putschistes à sortir du bois et annoncer vouloir lutter de plus belle pour chasser Pierre Nkurunziza du pouvoir. Pour la première fois depuis l'échec du coup d'Etat, qui avait été motivé par la perspective du 3e mandat, l'un de ses auteurs a accordé un entretien à une chaîne de télévision, la kényane KTN, dans lequel il a affirmé être, avec d'autres généraux putschistes, derrière les récentes attaques au Burundi. "Toutes ces actions en cours dans le pays, nous sommes derrière, et nous allons les intensifier jusqu'à ce que M. Nkurunziza comprenne", a déclaré le général Léonard Ngendakumana, bras-droit du chef putschiste Godefroid Niyombare, resté selon lui au Burundi pour "résister" et "se battre" contre le pouvoir en place. La capitale Bujumbura ainsi que d'autres villes du pays ont été les cibles d'attaques à la grenade meurtrières à l'approche des élections législatives et communales qui ont ouvert le 29 juin les élections générales burundaises. - Boycott - La candidature de Pierre Nkurunziza, déjà élu en 2005 et 2010, à un troisième mandat est jugée par l'opposition anticonstitutionnelle et contraire à l'accord d'Arusha qui avait permis de mettre fin à la longue guerre civile burundaise (1993-2006, quelque 300.000 morts). Elle a non seulement motivé le coup d'Etat avorté, mais aussi un mouvement de contestation populaire violemment réprimé par la police et qui a donné lieu à des heurts parfois meurtriers avec les jeunes du parti au pouvoir (CNDD-FDD), les Imbonerakure, qualifiés de "milice" par l'ONU. Depuis le début de la crise, plus de 70 personnes sont mortes et plus de 140.000 Burundais ont fui dans les pays voisins - Rwanda, République démocratique du Congo, Tanzanie - le climat préélectoral délétoire. La communauté internationale, et en particulier les pays de la région, qui a connu son lot de guerres, massacres, et flots de réfugiés ces deux dernières décennies, s'inquiète d'un retour de la violence à grande échelle au Burundi. Après avoir tenté, en vain, de dissuader Pierre Nkurunziza à se représenter, elle avait réclamé avec force le report des élections, jugeant le climat impropre à des scrutins "crédibles". L'opposition burundaise dit avoir été la cible de menaces permanentes et dans l'impossibilité de faire campagne. Les radios indépendantes ont toutes été détruites pendant le putsch avorté, pouvoir continue de les empêcher d'émettre. Mais Bujumbura a refusé de décaler les élections au-delà du 29 juin, arguant d'un risque de vide institutionnel puisque le mandat de Pierre Nkurunziza s'achève le 26 août. Les élections législatives et communales, boycottées par l'opposition, ont eu lieu comme prévu lundi dernier. Leurs résultats n'ont toujours pas été proclamés mais leur validité a d'ores et déjà été mise en doute dans l'ONU.